

d'étudier ces impôts et leurs conséquences. Nous sommes en guerre et chacun de nous, quelles que soient ses opinions sur la guerre, doit être prêt à tout faire pour aider le Gouvernement à financer les entreprises que nous nous sommes imposées comme nation. Je désire fort que, dans le financement de ces entreprises, le fardeau soit placé sur ceux qui sont le plus en état de le porter plutôt que sur ceux qui ne le peuvent pas. Avant de reprendre mon siège je soulignerai de nouveau le fait que quelles que soient les taxes imposées à ceux qui profitent de l'activité industrielle du pays pendant la guerre ou à ceux qui, par suite de circonstances imprévues, sont en possession de la grande masse des richesses, nous ne réalisons en aucune façon l'égalité de sacrifice. Nous demandons à un grand nombre de nos jeunes gens de sacrifier leur vie, le plus grand bien de tous.

M. NORMAN JAKUES (Wetaskiwin): Monsieur l'Orateur, on nous a accusés de profiter de cette occasion pour énoncer les idées que nous préconisons; mais, c'est une chose que je ne puis éviter et je n'entends nullement tenir compte de cette accusation. Au cours de la présente session, je n'ai entendu rien qui soit de nature à modifier mon opinion, à savoir qu'il y a moyen de financer les frais de la présente guerre sans accroître le chiffre de la dette du pays. En utilisant les services de la banque du Canada et en adoptant des méthodes convenables touchant l'imposition des taxes, nous sommes en mesure de poursuivre et de gagner la guerre sans faire peser un fardeau intolérable sur les épaules des générations à venir. Je ne puis me souvenir exactement de ses paroles, mais le ministre a déclaré cet après-midi que les frais réels d'une guerre sont acquittés durant le conflit. C'est exact. On acquitte les frais d'une guerre par le sang, les sueurs et les larmes. Dès que nous avons payé ce tribut, le compte est acquitté. Les choses se sont passées ainsi au cours de la dernière guerre, mais dites-moi donc pourquoi nous en acquittons encore les frais? Si le coût réel de la dernière guerre a été acquitté durant le conflit, alors toutes les dettes que nous avons acquittées depuis n'existent pas. Voilà ce que nous croyons.

M. DUFFUS: L'honorable député veut-il dire que tous les frais du conflit ont été acquittés durant le temps de la guerre?

M. JAKUES: Parfaitement. Les frais de la guerre se résument au coût que représentent les pertes de vie et les souffrances humaines ainsi que les pertes matérielles. Tout le reste est artificiel. Pour quelle raison demanderait-on à des gens qui ne sont pas encore nés d'acquitter les frais de la guerre dans laquelle nous entrons? On a dit que nous devrions emprunter dès maintenant tandis que

le marché est favorable, car il est probable que les taux d'intérêt vont augmenter. Est-ce là une promesse ou une menace?

L'hon. M. ILSLEY: Je n'ai pas dit que les taux d'intérêt augmenteraient probablement.

M. JAKUES: Je n'accuse pas le ministre d'avoir dit cela; cependant, l'assertion a été faite à deux reprises dans cette Chambre et je me demande si c'est là une promesse ou une menace. Chose assez curieuse, on considère que cette assertion est absolument patriotique; cependant, si l'on déclarait qu'il faut enrégimenter les hommes le plus tôt possible parce qu'il est probable que les salaires vont augmenter, cette déclaration serait reçue d'une façon bien différente. On l'interpréterait d'une façon tout autre. Le ministre a expliqué les méthodes de financement auxquelles on aura recours. Il traite d'inflation toute tentative de créer du crédit par l'Etat. On veut nous faire croire qu'il est possible de financer la présente guerre surtout en utilisant les épargnes de la population et l'on a tenté de nous faire croire que c'est ce qui s'est fait au cours de la dernière guerre. Si les frais de la dernière guerre ont été financés au moyen des épargnes du peuple, je voudrais bien savoir pour quelle raison les dépôts dans les banques ont accusé une augmentation de quelque chose comme un billion et demi. D'où cette augmentation est elle provenue? Ces dépôts provenaient-ils des épargnes du peuple? Je ne le crois pas.

Lorsque j'étais enfant, je m'en souviens, je m'étonnais de voir un magicien sortir des lapins d'un chapeau. A la fin de la dernière guerre, alors que j'étais adulte, j'ai été fort surpris lorsqu'une banque m'offrit non seulement des obligations, mais les fonds nécessaires pour les acheter. Nous pouvons donc assez facilement percer à jour ce petit truc du financement grâce aux économies du peuple. Ce n'est là qu'un trompe l'œil vu que le financement de la majeure partie des frais d'une guerre est effectué par la création du crédit. Je ne prendrai pas davantage le temps de la Chambre; cependant, je voudrais bien savoir pour quelle raison on ne considère pas que c'est de l'inflation du moment que l'argent est créé par des corporations particulières puis mis en circulation à titre de prêt consenti au pays. Mais si l'Etat crée lui-même le crédit et l'utilise pour la poursuite de la guerre, on dit qu'il s'agit là d'inflation et c'est là-dessus que notre groupe diffère d'opinion avec le reste de la députation.

Il y a un autre point. Si l'on doit porter au maximum la production de munitions de toutes catégories, cette production nécessitera des placements englobant l'épargne du peuple.